

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 20 novembre 2015

Aujourd'hui, le vingt novembre deux mille quinze à 12h, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Louis Barthou au Département des Pyrénées Atlantiques sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Madame Céline SALLES, Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires générales / Autorisation de signature et de lancement de marchés publics : marchés complémentaires au marché n°15017 Remise en état des ouvrages de protection contre les inondations suite aux crues de 2014

Exposé des motifs :

Vu le Code des marchés publics,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le marché n°15017 d'un montant de 136 900 € HT pour la remise en état d'ouvrages de protection contre les inondations suite aux crues de 2014 composé de 13 lots

Considérant la constatation en cours de travaux de dégâts plus importants que ceux envisagés à l'origine,

Considérant la nécessité d'apport supplémentaire et la mise en place de fournitures équivalentes aux prescriptions du marché initial,

Considérant la nécessité technique de ne pas séparer les travaux complémentaires du marché initial sans engendrer d'inconvénient majeur,

Il convient d'autoriser le Président à signer les marchés complémentaires suivants :

1. Massetan : ce marché a pour objet l'apport d'un volume de remblai complémentaire dû à la mauvaise qualité de la terre en place. Ce marché d'un montant de 10 800 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.
2. Château du Bec des Gaves : ce marché a pour objet l'apport de pieux complémentaires afin de garantir la bonne réalisation de la protection de berge. Ce marché d'un montant de 5 300 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.

3. Betjean : ce marché a pour objet l'apport de terre pour la reconstitution de la berge. Ce marché d'un montant de 1 850 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.

Ces marchés complémentaires ne dépassent pas les 50 % du montant des marchés initiaux conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les crédits étant inscrits au budget,

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Le Bureau autorise le Président à signer les marchés suivants :

1. Massetan : ce marché a pour objet l'apport d'un volume de remblai complémentaire dû à la mauvaise qualité de la terre en place. Ce marché d'un montant de 10 800 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.
2. Château du Bec des Gaves : ce marché a pour objet l'apport de pieux complémentaires afin de garantir la bonne réalisation de la protection de berge. Ce marché d'un montant de 5 300 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.
3. Betjean : ce marché a pour objet l'apport de terre pour la reconstitution de la berge. Ce marché d'un montant de 1 850 € HT est attribué en application de l'article 35 II 5° du Code des marchés publics à la société ABOURNAGUE, titulaire du marché initial.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'établissement.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 20 novembre 2015 à Pau



INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Paul Carrere'.

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.